

Calvados

Apprentissage. Viser 30 000 places en Normandie

LIBERTÉ CAEN | jeudi 14 décembre 2017

852 mots



Antoine, 24 ans, ici à l'atelier menuiserie après avoir cherché sa voie en maçonnerie.

Élus et professionnels sont vent debout contre l'idée de laisser l'apprentissage aux branches professionnelles. La réforme engagée le suggère. Ce qui ne plaît pas aux Normands, a indiqué, vendredi 8 décembre, à Caen, le vice-président du Conseil régional.

« Après cinq ans de baisse, la Normandie est l'une des rares régions de France à afficher une augmentation de son nombre d'apprentis. »

Plus 1 631 apprentis

David Margueritte, vice-président de Normandie, chargé de la formation et de l'apprentissage ne boude pas son plaisir en annonçant, l'augmentation de 7 % du nombre des apprentis bas normands, soit une hausse en volume de 1 631 élèves. Un signe !

Un message fort aussi. Ce vendredi 8 décembre 2017, lors de leur visite du centre de formation et d'apprentissage, le CFA-BTP, à Caen, le Conseil régional de Normandie et les branches du Bâtiment et des Travaux Publics de Normandie ont affirmé qu'ils **« soutiennent la dynamique de l'apprentissage portée par la Région »**. Tous revendiquent **« le co-pilotage »** de l'apprentissage avec les branches, que la réforme actuelle, engagée par le gouvernement, semble vouloir exclure aux dépens des Régions.

Or, selon la Fédération de la formation professionnelle, les contrats d'apprentissage sont financés à 36 % par l'État, 33 % par les régions et 22 % par les entreprises. Les contrats de professionnalisation, eux, le sont à 100 % par les entreprises. **« On n'imagine pas une réforme sans l'apport des régions »**, susurre un artisan tuteur d'apprentis au CFA de Caen, au regard des 136 millions d'euros budgétisés annuellement par la Normandie.

20 % dans le BTP

Le secteur du BTP représente à lui seul 20 % des apprentis normands ventilés dans les 7 CFA de la région. **« Dès 2018, ils fusionneront. Nous voulons proposer à tous les jeunes les mêmes chances quelles que soient leurs origines »**. David Margueritte entend conduire, à terme, ces jeunes Normands du niveau 5 à un niveau ingénieur. **« Les régions ont la capacité de maintenir leurs investissements pour maintenir un maillage territorial »** que la branche seule ne pourrait garantir aux régions, affirme-t-il. Dans le même temps, les présidents des fédérations de la branche soutiennent que **« ce serait un non-sens si on enlève l'alternance aux régions »**. D'ici à cinq ans, **« nous devrions augmenter le nombre des apprentis jusqu'à atteindre les 30 000 places, dont le taux de remplissage se situe entre 80 et 85 % »**, de Caen Coutances à Dieppe, via Alençon, Évreux et Rouen. Le BTP compte actuellement 4

000 apprentis et voudrait parvenir à 6 000 d'ici à la fin du mandat.

Dans une interview au JDD dimanche 5 novembre, Muriel Pénicaud, Ministre du Travail, a promis une « **révolution copernicienne** » concernant l'apprentissage, « **ici, l'apprenti est au coeur du système et pas l'inverse** ». Quatre groupes de travail constitués devront, d'ici le 18 janvier, aboutir à la rédaction d'un rapport. Le gouvernement espère améliorer l'insertion professionnelle des jeunes et faire baisser le nombre de jeunes chômeurs de moins de 25 ans qui s'élève aujourd'hui à 616 000 selon l'Insee.

Une autre des pistes de travail serait de confier l'apprentissage directement aux branches professionnelles, « **qui savent où sont les besoins** ». C'est cette « **piste** » qui soulève craintes et contestation des fédérations professionnelles régionales et du Conseil Régional de Normandie, qui avoue « **ne pas manquer d'arguments** ».

Un co-pilotage d'abord

« **Les employeurs du Bâtiment et des Travaux Publics vont repenser le rôle de chacun des acteurs au bénéfice des entreprises, des jeunes et des territoires** », estiment les acteurs Normands lors de la visite du CFA-BTP de Caen. Fait rare, à tout le moins exceptionnel, c'est qu'autour d'un politique, David Margueritte, Président de la Commission Emploi-formation-apprentissage à Régions de France, les autres acteurs se livrent sur une position commune : Gabriel Desgrouas, Président régional de la Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment (CAPEB), Alain Piquet, Président régional de la Fédération Française du Bâtiment (FFB), et Régis Binet, Président de la Fédération Régionale des Travaux Publics de Normandie (FRTP) rappellent « **l'impérieuse nécessité d'un pilotage public régional [...] en associant étroitement les branches professionnelles** ». À leur actif, l'organisation des Olympiades nationales des métiers en novembre 2018, en Normandie, fait déjà « **force d'exemple** ». De plus, l'objectif d'afficher une insertion professionnelle durable (un CDI) pour les jeunes, à hauteur de 70 % dans le BTP, est revendiqué. Pour ce faire, « **partir du territoire pour définir les orientations et les besoins qui correspondent à la réalité économique régionale** ».

Émile S FOU DA